

tout cas le convaincre que les rouages de ce mécanisme ne sont pas aussi complexes qu'ils peuvent le paraître et qu'ils sont intimement liés au fonctionnement de notre société.

Au cours de cette introduction, je me propose de définir les règles de la comptabilité publique, puis d'examiner leur champ d'application et enfin leur rôle dans l'organisation administrative française.

* *

A) Définition des règles de la comptabilité publique

Les auteurs et les professeurs sont très loin d'être d'accord sur la signification des mots « comptabilité publique ». Passons en revue les diverses interprétations en allant de la plus étroite à la plus large.

DÉFINITION TECHNIQUE

La première interprétation (la plus étroite) conduit à une définition technique ; c'est sans doute celle qui s'accorde le mieux avec l'étymologie et avec la grammaire. Les règles de la comptabilité publique seraient *les règles de présentation des comptes publics*.

Il est certain que de nombreux problèmes dont la solution mérite d'être connue répondent à cette conception de la comptabilité publique. Citons quelques exemples :

Convient-il de déduire certaines recettes de certaines dépenses publiques ou convient-il d'établir distinctement un compte global de toutes les recettes et un compte global de toutes les dépenses ?

Convient-il de classer les dépenses administratives par nature ou de les classer par fonction ?

Convient-il de dégager des résultats annuels ou des résultats en plusieurs années ?

Convient-il de suivre des comptes patrimoniaux et de réaliser des amortissements ?

Convient-il de décrire, au titre d'une année, des dettes et des créances, ou des encaissements ou des décaissements ?

C'est un champ d'études très intéressant mais très théorique et très limité. Si c'était le seul champ d'études de la comptabilité

publique, il est peu probable qu'il existerait au ministère des Finances une direction de quarante administrateurs pour s'en occuper.

DÉFINITION ADMINISTRATIVE

La deuxième interprétation est déjà plus large. La comptabilité publique aurait pour mission de fixer, non pas seulement les règles de présentation des comptes publics, *mais aussi l'organisation du service des comptables publics*. C'est une définition administrative ou plus exactement de *mécanique administrative*. Sous son aspect élémentaire, le comptable est, en effet, un agent qui est chargé de deux « fonctions » particulières : la tenue des écritures et la garde de la caisse.

Grammaticalement, il est illogique de passer du « compte » au « comptable ». Mais c'est une évolution linguistique assez fréquente et la définition de la comptabilité commerciale a tendance à subir la même déformation.

Historiquement, cette extension du domaine de la comptabilité publique s'explique par le fait que la « Direction de la Comptabilité publique » n'a jamais voulu limiter son rôle à la mise au point d'une réglementation. Elle a pris directement sous son commandement les comptables les plus importants, avec un personnel d'exécution qui compte aujourd'hui près de 30 000 unités. Étant amenée à donner des ordres et à assurer le fonctionnement d'un mécanisme, elle s'est habituée à parler un langage de chef mécanicien.

Relèvent ainsi de la comptabilité publique toute une série de problèmes de mécanique administrative, par exemple :

Comment les services doivent-ils être montés pour exécuter les opérations de recettes ou de dépenses de la façon la plus rationnelle, la plus simple, la plus rapide ?

Quels sont les meilleurs procédés d'enregistrement des opérations financières ? (Faut-il des registres, des fiches, des procédés mécaniques ? Doit-on suivre les méthodes de la comptabilité à partie simple ou à partie double ?)

Comment organiser un contrôle facile, systématique et efficace des opérations des comptables ?

Comment centraliser les résultats ? Comment établir une